



Revue de Presse du Liban et du Moyen-Orient

Médiarama

Mardi 9 avril 2013
Numéro 314

Mediaramaliban@gmail.com

www.mediaramalb.wordpress.com

Titres des journaux

As Safir (nationaliste arabe)

L'histoire complète du coup d'état contre Najib Mikati

An Nahar (proche du 14-Mars)

Bras de fer autour de la loi de 1960: «prolongation» ou «suspension»? Salam: le soutien des ambassadeurs après l'unanimité est une garantie

Al Akhbar (quotidien libanais de gauche)

La loi de 1960 est vivante et ne meurt pas

Al Joumhouria (propriété d'Elias Murr)

Les délais entre la prolongation et la suspension

L'Orient-Le Jour (proche du 14-Mars)

Salam presse toutes les parties de lui faciliter la tâche

Al Watan (quotidien syrien non-étatique)

Plus de 14 martyrs et 146 blessés dans un attentat suicide à Damas

Al Moustaqbal (propriété de Saad Hariri)

La réunion du Bureau de la chambre dévoile la volonté de report des élections

Al Hayat (quotidien à capitaux saoudiens)

Poutine propose l'arrêt de l'armement à «toutes les parties»

L'événement

La séance parlementaire «électorale» reportée à mercredi

Si tous les protagonistes sont d'accord sur un report technique des élections législatives, prévues en juin, pour permettre l'élaboration d'une loi électorale consensuelle, les divergences persistent sur les modalités de ce report. Deux réunions du bureau de la Chambre des députés, lundi et mardi matin, n'ont pas permis de dégager un accord. Aussi, le président du Parlement, Nabih Berry, a-t-il reporté à mercredi la séance parlementaire prévue aujourd'hui.

Lors des deux réunions, le bureau de la Chambre a passé en revue toutes les formules possibles permettant de repousser les délais fixés pour le scrutin, tout en respectant les dispositions de la Constitution et les lois en vigueur. Les débats ont porté essentiellement sur deux scénarios: le premier consiste à prolonger le délai pour le dépôt des candidatures jusqu'au 23 mai, pour permettre à ceux qui le souhaitent de se porter candidats en cas d'élaboration d'une nouvelle loi. Ce cas de figure bénéficie du soutien du président de la République Michel Sleiman, du chef du Parti socialiste progressiste Walid Joumblatt, du Courant du futur et des indépendants chrétiens du 14 Mars.

Le deuxième scénario consiste à «suspendre» la loi de 1960 et les décrets basés sur cette législation, y compris celui de la convocation du collège électoral, jusqu'au 23 mai, le temps d'élaborer une nouvelle loi électorale. Proposée par le président de la Chambre, cette option est soutenue par le 8-Mars. La position des Forces libanaises et du Parti Kataëb n'est pas tranchée à ce stade, bien que les deux formations affichent leur opposition catégorique à la loi de 1960 qu'elles jugent «non-équitable».

Si les tractations des prochaines heures ne permettent pas d'aboutir à un consensus, la séance de mercredi devrait être maintenue, et à ce moment, la proposition qui prend le plus de voix sera votée.

Dans ce contexte, M. Berry a démenti l'information parue dans la presse selon lesquelles il aurait demandé au président de la sous-commission électorale Robert Ghanem de reprendre les discussions sur une loi consensuelle. «Cette nouvelle est fautive et dénuée de tout fondement», précise un communiqué publié par le bureau du président de la Chambre. Sur le plan gouvernemental, le Premier ministre désigné, Tammam Salam, a entamé mardi en début d'après-midi ses consultations parlementaires pour la formation de son gouvernement par un entretien avec le chef du législatif Nabih Berry. Les consultations doivent se poursuivre mercredi. A la lumière de ses rencontres avec les blocs parlementaires, M. Salam décidera du type et du profil du gouvernement.

Al Joumhouria

Georges Soulage, journaliste libanais proche du 14-Mars

Il ne fait pas de doute que ce qui se passe au Liban est le reflet du conflit sanglant en Syrie. La sécurité constitue le principal souci des Libanais, bien avant la loi électorale, les délais constitutionnels, la tenue ou le report des législatives. Les discussions qui ont lieu dans les salons politiques fermés sont différentes des déclarations publiques et se résument comme suit:

1-Reprenre en main la fragile sécurité en réduisant la tension sectaire, notamment dans les régions qui ont connu des désordres et des blocages de routes.

2-Eviter les répercussions de la crise syrienne sur la scène libanaise, surtout que les acteurs locaux, qu'ils sympathisent avec l'un ou l'autre camp en Syrie, n'ont pas d'impact décisif dans les événements dans ce pays.

C'est le dossier sécuritaire et le danger d'une explosion imminente au Liban qui ont imposé un changement rapide à la tête de l'exécutif et ont assuré une quasi-unanimité autour de la personne de Tammam Salam. Ces mêmes préoccupations vont peser sur les équilibres dans la période à venir.

Dans ce contexte, le Hezbollah a fait preuve de pragmatisme. Il ne s'est pas opposé au départ du gouvernement et, par conséquent, à l'ouverture d'une page nouvelle en tant que partenaire dans la nouvelle équation. D'autant que l'objectif commun de tous les protagonistes est de faire baisser la tension, de garantir la stabilité du pays et de lui éviter les ondes de choc de la lutte pour le pouvoir en Syrie. En fin de compte, le parti a su saisir l'occasion qui réalise sa volonté d'éviter la discorde confessionnelle.

Ainsi, la rencontre entre le 8 et le 14-mars autour de la désignation du Premier ministre rectifie le déséquilibre au niveau des rapports de forces internes dans le but de renforcer le courant modéré sur le plan national et de ne pas livrer la scène interne aux extrémistes. Partant de là, il est logique que cet esprit consensuel s'étende aussi à la formation du gouvernement pour faciliter la tâche du Premier ministre désigné, contrairement aux informations qui affirment que la formation du cabinet sera difficile, et en dépit de la complexité des dossiers.

Concernant les élections législatives, malgré les démarches et les efforts pour élaborer une nouvelle loi, le paramètre sécuritaire menace d'empêcher la tenue du scrutin.

L'Orient-Le Jour

Le vice-président du Conseil politique du Hezbollah, Mahmoud Comaty, a affirmé que «la Résistance est prête à collaborer avec les autres pour protéger le Liban». «Nous entamons une période nouvelle, a-t-il ajouté, et nous ne ferons pas comme l'autre partie qui a refusé de participer au gouvernement précédent avant de tenter à tout prix de revenir au pouvoir après un an.» Mahmoud Comaty a assuré que «les élections législatives constituent l'événement primordial», saluant la décision de Bkerké «qui a donné le coup de grâce à la loi de 1960». Il a enfin jugé le délai d'un mois donné par Bkerké pour élaborer une nouvelle loi comme «suffisant», avant d'adopter la loi orthodoxe.

De son côté, le député Mohammad Raad a affirmé que le Hezbollah «répondra à toute démarche positive prise par la partie adverse». «Le terme de gouvernement d'intérêt national, utilisé par le Premier ministre désigné, pave la voie à un dialogue sérieux et franc entre toutes les parties, au service des intérêts de la patrie», a indiqué M. Raad, qui a estimé que «les prochains développements relatifs aux consultations sur la formation du gouvernement et au programme politique de ce dernier préciseront la position qu'adoptera le Hezbollah». Il a enfin affirmé que «la meilleure manière de protéger le Liban, sa souveraineté et sa stabilité serait de sauvegarder la Résistance et d'adopter ses choix, puisque le danger majeur qui menace l'existence du Liban vient de l'ennemi israélien».

ILS ONT DIT...

Salmane Ben Abdel Aziz, prince héritier d'Arabie saoudite

“L'Arabie saoudite exprime

l'espoir de voir la désignation de M. Salam contribuer à la stabilité et la prospérité au Liban. Elle est déterminée à développer ses relations privilégiées avec le Liban.

Sleiman Frangié, député de Zghorta (8-Mars)

“Le camp adverse utilisera

les médias lors de la période de formation du nouveau cabinet, pour s'en prendre au député Michel Aoun et montrer qu'il bloque le processus. Je participerais aux consultations ministérielles et le vote de confiance dépend de la forme du cabinet. Il est impossible de former un gouvernement de technocrates en cette période critique.

Samir Geagea, chef des Forces libanaises (14-Mars)

“J'appelle l'autre camp à se

retirer, avec nous, de l'exécutif et à limiter son action au Parlement. C'est l'intérêt national, et non notre intérêt personnel, qui impose la formation d'un cabinet de technocrates. La formation d'un cabinet politique nécessiterait des mois, alors que deux mois seulement nous séparent des élections. Le 8 Mars appelle à un cabinet politique afin de trouver un prétexte pour un ajournement éventuel des élections, alors que notre volonté de respecter l'échéance électorale est, quant à elle, sérieuse. Il est erroné de penser que la mouvance des acteurs libanais n'influe pas sur le cours des événements. Si les parties libanaises avaient convenu d'appliquer correctement les accords de Taëf, elles auraient contré l'émergence du Hezbollah.

500 salafistes jordaniens combattent en Syrie

Interrogé par l'Agence de presse américaine UPI, un important chef salafiste jordaniens a estimé à 500 le nombre de salafistes jordaniens combattant dans les rangs des rebelles en Syrie. Il a qualifié de «très bonne» la situation des jihadistes jordaniens à Damas, Alep et Daraa, précisant qu'«ils sont actuellement en état d'hibernation en raison des attaques féroces de l'armée syrienne».

Armes chimiques: Damas dit non aux enquêteurs des Nations unies

Damas a interdit l'accès de son territoire à une équipe d'experts de l'Onu chargée d'enquêter sur l'emploi éventuel d'armes chimiques en Syrie, a déclaré lundi le ministère syrien des Affaires étrangères. «Le secrétaire général de l'Onu Ban Ki-moon a proposé une mission supplémentaire pour permettre aux observateurs de se déployer sur tout le territoire syrien, ce qui est contraire à la demande qu'avait faite la Syrie aux Nations unies», a indiqué une source ministérielle citée par la presse syrienne. Damas fait un parallèle entre cette mission et celle qui avait été déployée en Irak et qui s'était achevée par l'invasion de ce pays par les Américains, en 2003. Fin mars, les autorités syriennes ont demandé à l'Onu de lancer une enquête sur l'attaque chimique survenue le 19 mars dans une banlieue d'Alep. Perpétrée par les insurgés, l'attaque a fait 25 morts et 110 blessés. Répondant à cette requête, le secrétaire général de l'Onu a suggéré d'enquêter sur toutes les allégations de recours aux armes chimiques.

AFP (Agence France-press)

Le chef d'el-Qaëda en Irak a confirmé dans un message publié mardi que le Front jihadiste al-Nosra, qui combat le régime syrien de Bachar el-Assad, est une branche de l'entité qu'il dirige, et que son objectif est d'instaurer un Etat islamique en Syrie.

«Il est temps de proclamer aux Levantins et au monde entier que le Front al-Nosra est en réalité une branche de l'Etat islamique d'Irak», (ISI), la principale organisation irakienne affiliée à el-Qaëda, déclare Abou Bakr al-Baghdadi dans ce message publié sur des sites jihadistes. Les deux groupes, ajoute-t-il, seront désormais fédérés sous l'appellation Etat islamique en Irak et au Levant. Dans son message, al-Baghdadi se dit prêt à s'allier à d'autres groupes jihadistes «à condition que le pays (la Syrie) et les citoyens soient gouvernés selon les préceptes dictés par Allah». «La 'démocratie' ne doit pas être la récompense après la mort de milliers d'entre vous», lance encore al-Baghdadi. Jusqu'ici, le Front al-Nosra était uniquement soupçonné d'être affilié au réseau extrémiste. A en croire des récits publiés sur des forums jihadistes, des centaines de combattants ont franchi la frontière irako-syrienne pour aller se battre contre le régime syrien.

Le message d'al-Baghdadi intervient deux jours après l'appel du chef d'el-Qaëda, Ayman al-Zawahiri, aux rebelles en guerre contre le régime à instaurer un Etat islamique en Syrie, dans un message sonore mis en ligne sur des sites islamistes. «Déployez tous vos efforts pour que le fruit de votre jihad soit, avec la volonté de Dieu, un Etat islamique jihadiste, une étape sur la voie du rétablissement du califat islamique», a déclaré le numéro un de l'organisation islamiste.

Les militants islamistes sont actifs sur les fronts de guerre en Syrie, notamment les jihadistes du Front al-Nosra, un groupe qui s'est d'abord fait connaître par des attentats suicide avant de se muer en une redoutable force armée qui combat le régime aux côtés des rebelles.

Dernier attentat suicide en date, celui d'hier lundi en plein coeur de Damas. Première attaque du genre en plein centre de la capitale, le puissant attentat suicide à la voiture piégée a fait au moins 15 morts et 53 blessés selon les médias officiels.

«Nous disons à ceux qui sont derrière ces attentats que le peuple syrien va aller de l'avant pour écraser ces bandes terroristes armées», a réagi le Premier ministre Waël al-Halaqi qui s'est rendu sur place. «Votre terrorisme ne servira à rien, les Syriens lutteront ensemble avec l'armée contre ces groupes terroristes», a-t-il ajouté.

Al Akhbar

Des militants salafistes ont menacé, via des sms, de bloquer les routes de Tripoli après la prière de l'aube, lundi, pour protester contre le maintien en détention par une patrouille des services de renseignements de l'Armée libanaise de l'un de leurs camarades, Hassan Sakhri, après une dispute qui a fait deux blessés à Hara Berraniyé, dans la ville.

Un dignitaire religieux est alors entré en contact avec le ministre démissionnaire de l'Intérieur, Marwan Charbel, l'informant d'une volonté d'escalade si le militant salafiste n'est pas rendu aux siens. Le ministre a sollicité un délai jusqu'à 13 heures, demandant au dignitaire de calmer la situation comme condition pour la libération du détenu. Des sms ont alors été échangés entre les salafistes, évoquant la prochaine relaxation de Sakhri. Effectivement, Charbel a tenu promesse et le suspect a été remis en liberté.